

"Déclaration de la CNAS-Faso Hèrè sur les récents propos de Monsieur François Hollande relatifs à la situation de Kidal

Tout en réitérant sa sincère gratitude au Gouvernement et au Peuple français pour leur contribution décisive à la neutralisation des hordes terroristes d'origine essentiellement étrangères qui avaient pris le contrôle de plus de deux-tiers de notre pays et menaçaient de marcher sur Bamako pour en faire la capitale d'un narco-Etat au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Bureau Politique National de la Convention Nationale pour une Afrique Solidaire dénonce avec la dernière rigueur les récents propos mal inspirés du Président François Hollande relatifs au sort de Kidal. A ce sujet, le Bureau Politique National déclare solennellement ce qui suit :

1. La République du Mali est et demeure un Etat souverain avec des frontières internationalement reconnues. Il ne sied donc pas à un autre Etat, fût-il un partenaire hautement apprécié par ailleurs, de dicter à notre Gouvernement la conduite à tenir vis-à-vis d'une partie intégrante de notre territoire national. A plus forte raison, ni l'opération Serval dont nous saluons l'efficacité, ni le mirage de milliards d'euros vaguement annoncés à Bruxelles ne donnent au Président François Hollande le droit de se substituer aux autorités maliennes et de déterminer en leur lieu et place la séquence temporelle du retour de l'Administration civile et des Forces Armées et de Sécurité du Mali à Kidal. A contre courant de l'Histoire, les propos anachroniques du président Hollande dénotent un certain paternalisme, voire une certaine velléité de transformation de Kidal, partie intégrante du Mali, en un protectorat français.
2. Le Président du pays de Descartes et l'énarque qu'est Monsieur François Hollande devrait être le premier à comprendre que la logique cartésienne voudrait plutôt que le retour de l'Armée malienne à Kidal y précèdent celui de l'Administration civile et non l'inverse.
3. L'intérêt stratégique de la République française réside non pas dans des déclarations et autres manifestations intempestives "d'amitié" avec les séparatistes du MNLA, mais plutôt dans la restauration immédiate et sans condition de la souveraineté pleine et entière du Mali sur l'ensemble de notre territoire national, y compris Kidal. Tout appui politique, diplomatique, voire militaire aux sécessionnistes du MNLA dépourvus de toute légitimité ou représentativité est de nature à compromettre dangereusement la stabilité, la sécurité, la paix, la démocratie et le développement socioéconomique non seulement au Mali mais aussi dans le reste de l'Afrique de l'Ouest et au delà, toutes choses contraires aux intérêts à court, moyen et long terme de la France et de la communauté internationale.
4. Le Président français serait mieux inspiré d'aider plutôt le Mali à libérer la jeunesse Touareg et les Tamasheks noirs (Bellahs) du joug d'une poignée de féodaux, d'esclavagistes et de racistes qui, regroupés sous des étiquettes changeantes à géométrie variable, sont plutôt des spécialistes du détournement de l'aide aux projets et des alliances sans foi ni loi avec Aqmi, le Mujao, Ançardine et autres membres de la nébuleuse terroriste internationale.
5. Au lieu d'appeler à trouver une soi-disant "formule politique" destinée en fait à protéger le MNLA et à soustraire Kidal à l'autorité du Gouvernement central, la France gagnerait plutôt à veiller à l'exécution diligente et de bonne foi des mandats d'arrêt internationaux lancés par les autorités judiciaires maliennes à l'encontre des leaders du MNLA pour crimes de guerre commis notamment à Aguelhok et autres viols, vols et destruction de biens publics et privés.
6. La sauvegarde et le renforcement de l'amitié entre les peuples français et malien passent par la neutralisation du MNLA et l'abandon par la France de toutes velléités de protection, y compris sous le couvert de la future MINUSMA, d'un groupuscule "d'enfants gâtés de la République" que l'Opération Serval a, malheureusement, contribué à revigorer, confirmant ainsi la réalité du marché de dupes que la CNAS-Faso Hèrè n'a eu de cesse de dénoncer dès le départ, savoir : aider le Mali à se débarrasser des jihadistes pseudo islamiques pour remettre en selle les sécessionnistes du MNLA.

Le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hèrè invite instamment toutes les forces patriotiques, démocratiques et progressistes et nationales à se mobiliser solidairement et à se

regrouper en un vaste Front Populaire pour le Sursaut National en vue de la libération totale, immédiate et sans condition de Kidal.

Bamako, le 27 mai 2013

Pour le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hèrè
Le Conseiller Général